

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 19/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES**

278 CHAUSSEE FERNAND FOREST  
BP 90440  
59200 Tourcoing

Références : UTTI\_Tourcoing\_16/04/2025  
Code AIOT : 0007000822

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES implanté 278 chaussée Fernand Forest BP 90440 59200 Tourcoing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un contrôle inopiné d'installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES

- 278 chaussée Fernand Forest BP 90440 59200 Tourcoing
- Code AIOT : 0007000822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

UTTI est une société spécialisée dans la production de fils teints destinés aux textiles du vêtement et de la décoration. Cette société exploite un atelier de teinture sur fils.

Les activités de la société UTTI sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral du 20 janvier 2001 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 30 mai 2012.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2330 (Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles) de la nomenclature des installations classées pour une quantité maximale de fibres traitées de 14 t/jour.

Il est également visé par la directive IED pour ses activités relatives à la rubrique n°3620 : "Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour".

#### Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	nettoyage préventif annuel	Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 3.7.I.2c.	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a	Sans objet
3	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article IV.2	Sans objet
4	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.5	Sans objet
5	Connaissance des produits, étiquetages	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant est globalement bien organisé et que le risque "légionelles" apparaît bien maîtrisé au sein de son installation.

Le 5 mai 2025, le laboratoire Analy-co nous a transmis son rapport d'analyse du contrôle inopiné, les prélèvements ont mis en évidence l'absence de légionelles dans l'eau des tours.

Le rapport d'entretien annuel effectué du 24 au 26 décembre 2024, par la société NOVALAIR, conclut en la présence d'oxydation importante de certains éléments des tours aéroréfrigérées. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 6 mois, les justificatifs démontrant la levée des observations formulées dans les conclusions du rapport précité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li><li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li><li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li><li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li></ul> Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.  Sur la base de l'AMR sont définis : <ul style="list-style-type: none"><li>- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li></ul>

<p>- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</p> <p>- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
---

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation comporte deux tours aéroréfrigérantes en circuit fermé d'une puissance de 700 kW chacune. Le circuit de refroidissement est utilisé pour l'évacuation des calories de trois échangeurs.</p> <p>Ces installations fonctionnent toute l'année de façon continue, sauf deux semaines par an environ à l'occasion des entretiens semestriels réalisés en fin d'année et au mois d'août.</p> <p>L'analyse méthodique des risques (AMR) des deux tours aéroréfrigérantes de la société UTTI a été réalisée par la société CAPSIS sur la base de la visite du 9 avril 2024. Le rapport du 11/06/2024 a été présenté à l'inspection, l'échéance de la révision de l'AMR, fixée à deux ans par l'arrêté ministériel du 14/12/2013, est respectée.</p> <p>L'AMR contient bien les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la description de l'installation et son schéma de principe,</li> <li>• les points critiques liées à la conception de l'installation,</li> <li>• les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement,</li> <li>• les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement.</li> </ul> <p>L'AMR ne mentionne n'a pas de risque important nécessitant des mesures préventives ou correctives immédiates.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : nettoyage préventif annuel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 3.7.I.2c.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le</p>

<p>nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le nettoyage préventif annuel a été réalisé du 24 au 26 décembre 2024 par la société NOVALAIR. Dans son rapport, la société NOVALAIR relève une oxydation importante des rampes nécessitant leur remplacement d'urgence et selon les TARs une oxydation plus ou moins importante des bassins.</p> <p>Les éléments de niveau d'eau ainsi que les résistances ont été remplacés.</p> <p>En conclusion, La société NOVALAIR préconise un remplacement des rampes et buses, des corps d'échange, des éléments de mises à niveaux et un sablage avec l'application d'un revêtement époxy de l'intérieur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, sous un délai de 6 mois, les justificatifs démontrant la levée des observations formulées dans les conclusions du rapport de la société NOVALAIR, faisant suite à l'entretien annuel effectué du 24 au 26 décembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 3 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article IV.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature</li> </ul>

des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : - le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; - l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; - les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; - le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ; - les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; - les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; - les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.

Le carnet de suivi est propriété de l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.

#### **Constats :**

Une version papier du carnet de suivi est disponible, complétée par des documents informatiques.

Lors de l'inspection, l'exploitant a pu présenter les documents requis pour le carnet de suivi, sélectionnés par sondage.

Ce carnet garantit la traçabilité des actions préventives et curatives mises en œuvre conformément à la stratégie de traitement et du plan d'entretien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Etat des stocks de produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni à l'inspection une extraction de l'état de ses stocks des matières dangereuses.

Ce document reste accessible à distance en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Connaissance des produits, étiquetages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

Le traitement préconisé est le suivant:

- traitement antitartre/anticorrosion: DITRINAM 6500: 150ppm/circuit, asservi au volume d'eau
- traitement biocide: BIODEx 15 : 75g/m<sup>3</sup>, injection automatique les lundi et jeudi.

Pour le traitement choc : BIODEx 110 à raison de 500g/m<sup>3</sup>

Les produits utilisés au niveau des TARs correspondent à la stratégie de traitement.

Les stockages comportent les étiquettes reprenant les noms des produits et les symboles de dangers.

Des FDS simplifiées sont affichées à proximité immédiate du dispositif de traitement.

Les FDS complètes ont été fournies à l'inspection.

Les produits sont placés sur rétention.

L'exploitant a présenté un fichier traçant la consommation des produits de traitement.

Afin de répondre à une observation formulée lors de la dernière inspection une sonde de température a été installée. Celle-ci garantit le respect des prescriptions des FDS en permettant de relever les températures de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite